

## MESSAGE A LA NATION DE SON EXCELLENCE EVARISTE NDAYISHIMIYE A LA FIN DE L'ANNÉE 2021

Louange à Dieu qui guide et éclaire le Burundi, Lui qui a demeuré avec nous durant toute l'année 2021 qui touche à sa fin et qui nous permet de voir l'année 2022. Qu'il soit loué éternellement.

Chers Compatriotes Burundais,  
Chers Amis du Burundi;

1. Au cours de cette soirée du 31 décembre 2021 à minuit, nous allons dire adieu à l'année 2021 et entrer dans la joie de la nouvelle année 2022.

Permettez-moi de commencer par rendre grâce à Dieu Tout-Puissant qui nous a gardés jusqu'en cette belle période de fin d'année comme nous le lui avons demandé au début de l'année 2021, à la même période.

Encore une fois, demandons-Lui de rester toujours avec nous en toute circonstance durant l'année 2022 qui commence.

2. Pendant les moments de joie comme ceux-ci, les moments au cours desquels les Burundais échangent des vœux de Bonne-Année en chantant et en dansant avec un cœur plein d'allégresse, je ne manquerais pas de souhaiter une bonne année à tous les Burundais partout où ils se trouvent, une année de bonne santé, une année de grands travaux de développement.

Que cette année soit pour nous une occasion de redoubler d'effort dans la relecture de l'histoire de notre pays, que nos consciences s'éveillent, que l'on change de vision, que l'on change le cours des choses, que l'on aime notre patrie et que l'on travaille pour son développement plus qu'on ne le faisait, dans une unité indestructible.

3. Nous savons que beaucoup de Burundais sont déjà entrés dans la joie du nouvel an, mais nous savons également qu'il y en a d'autres que ce jour a trouvé dans des difficultés liées à la vie.

Ceux qui sont malades et alités, nous leur souhaitons un prompt rétablissement ; ceux qui traversent des épreuves diverses, nous leur disons de garder courage : Après la pluie vient le beau temps, qu'ils espèrent en Dieu, Maître des temps et des circonstances et qu'ils soient rassurés.

4. Nous commençons cette année avec l'objectif de redresser l'économie, pour que notre pays cesse de faire partie de la liste des pays pauvres du monde alors que Dieu lui avait comblé de richesses extraordinaires.

C'est dans ce cadre que cette année a été baptisée : « ANNEE DE L'AGRICULTURE AU BURUNDI ».

Nous le commençons en sachant que le thème qui va nous guider est: « L'Agriculture source de l'économie nationale ».

5. Notre plus grand souhait est que, au cours cette année, l'on redresse la situation en notre faveur et que l'on commence à exploiter les ressources naturelles que Dieu nous a données, en l'occurrence : la terre sur laquelle nous vivons.

Nous avons un sol d'une richesse inimaginable, nous avons une eau pure jaillissant de toutes les sources de nos vallées, nous avons un ciel très clément qui donne la pluie, un soleil et des vents très favorables.

De surcroît, nous avons un peuple de Burundais très laborieux, qui savent bien que quiconque ne cultive pas la terre ne doit pas manger non plus.

La question qui se pose est alors celle-ci : Qu'est-ce qui manque pour que le secteur agricole soit pour nous le socle du développement national ? Il ne manque rien du tout : nous devons seulement nous réveiller et retrousser les manches, car Dieu n'offre jamais des richesses sur un plat à des gens assis à ne rien faire.

Burundaises,  
Burundais,  
Amis du Burundi;

6. Cette nouvelle année consacrée à l'Agriculture dans notre pays nous trouve dans de bonnes conditions, au travail, en train de cultiver nos terres et d'élever notre bétail; elle nous trouve en train de mettre en œuvre les mesures prises au sein du Gouvernement Responsable et Laborieux selon le principe qui nous est cher : Toute bouche doit avoir à manger et toute poche de l'argent pour assurer les besoins fondamentaux.

7. Nous nous sommes rendu compte que c'est le secteur de l'agriculture qui doit être à la base de l'économie burundaise, car c'est ce secteur qui emploie et qui fait vivre beaucoup de Burundais.

L'Agriculture est le fondement du développement car elle requiert un capital héréditaire, un capital naturel perpétuel ; elle exige seulement qu'on soit en bonne santé et qu'on ait la bonne volonté.

L'agriculture est une industrie très importante qui ne tombe jamais en faillite, car personne ne peut vivre sur cette terre sans l'agriculture. Quelle que soit le niveau de ses richesses, tout dépend de l'alimentation comme les Burundais aiment le dire dans les proverbes : « C'est du ventre que nous viennent les forces de travailler » ou encore « C'est de la bouche que transite ce qui nous rend beau ». La terre est donc un capital très important, et quiconque la rentabilise ne peut tomber en faillite.

Si tu veux te développer, tu peux prendre la décision et te dire : « Je démarre avec la houe mais je dois absolument avoir un tracteur un jour » ; et cela se réalisera.

8. Nous sommes satisfaits par les acquis et réalisations en cours dans le secteur de l'agricole et de l'élevage, car il est clair que les Burundais ont déjà compris et se rendent de plus en plus compte de l'avantage évident de la production agricole ; Dans le temps, les marais étaient verdoyants de papyrus et autres herbes des marais, mais actuellement ce sont des récoltes de toutes sortes qu'on y trouve.

Les versants des collines qui autrefois étaient des pâturages pour les vaches sont aujourd'hui ornés de champs magnifiques, et ceux qui les voient se demandent pourquoi cela n'avait pas encore été fait alors que nous avons des ingénieurs agronomes.

9. Que cela ne vous étonne ou ne vous scandalise pas. Nous le devons à la paix et la sécurité que les Burundais ont acquises au prix des sacrifices exténuants. En ce temps-là,

personne ne savait comment produire pour l'avenir, car l'on craignait de devoir fuir le lendemain. Nous disions : « Mangeons tant que nous sommes encore en vie ». Beaucoup de gens courraient à la recherche des emplois où ils pouvaient gagner un salaire mensuel. L'agriculture était délaissée au profit des pauvres paysans qui ne pouvaient pas faire autrement. Mis à part le fait que ces derniers n'avaient pas les techniques de labour nécessaires, ils cultivaient la terre pour nourrir leur seule famille. C'était honteux parce que l'agriculteur était toujours le moins nanti. A présent nous voulons changer les choses, le métier d'agriculteur doit être désormais valorisé.

10. Actuellement, nous, les Burundais, avons acquis un nouvel esprit; petit à petit nous sommes en train de prendre un nouvel élan de vie. Plus personne ne craint travailler dur pour cultiver une grande étendue pour avoir ce qu'il faut pour manger et un surplus qu'il va vendre.

Les Burundais ont déjà compris que les relations d'affaires sont tout autant importantes que les relations de parenté et que l'union fait la force, et ils s'unissent pour travailler ensemble en coopératives agricoles.

La paix nous a beaucoup apporté, car personne ne savait encore que la production augmentait lorsque tu mets ta propriété foncière en commun avec celle de ton voisin.

11. Vous n'ignorez pas que l'agriculture et l'élevage vont de pair et sont complémentaires.

Nous sommes à une époque où nous importons de nouvelles espèces d'animaux pour renouveler le cheptel vieillissant et accroître la production dans le secteur de l'élevage.

Vous savez qu'en grande partie cela passe surtout par les chaînes de solidarités.

Vous savez également que, en matière d'élevage, nous ne cessons de vous encourager à pratiquer la pisciculture là où les conditions le permettent. Nous nous félicitons qu'il y a des gens qui savent déjà comment aménager des étangs piscicoles à la maison avec l'eau de la pluie.

12. Dans le cadre de ce programme de développement du secteur agricole, et comme nous avons vécu dans la distraction, nous avons remarqué des lacunes. Et ces lacunes sont liées à la dégradation du sol, au manque de semences sélectionnées et à la culture d'une variété limitée de plantes.

C'est dans ce contexte que nous avons fait de la subvention des agriculteurs une priorité afin de rendre à la terre sa fertilité. C'est aussi la raison pour laquelle 40% du budget alloué à l'agriculture est toujours subventionné par l'Etat pour contribuer à rendre les sols des agriculteurs fertiles.

Pour le moment, nous avons remarqué qu'il faut des semences sélectionnées. C'est pour cela que nous sommes en train de rénover l'ISABU pour qu'il nous produise de meilleures semences très productives, sans oublier de faire des recherches sur de nouvelles semences pouvant s'acclimater à l'environnement burundais et produire beaucoup, que ce soit les fruits, les céréales ou les tubercules.

13. L'Autorité Gouvernementale continue quant à elle de suivre de près la pratique de l'agriculture pendant la saison sèche dans les marais et sur les collines par l'irrigation et l'arrosage, et pendant les saisons culturales A et B. Nous voudrions encourager les coopératives et les agriculteurs qui ont consenti à mettre en commun leurs propriétés foncières.

Cela a eu pour effet que les terres domaniales inexploitées soient prêtées aux coopératives et d'autres producteurs agricoles dans le cadre du programme de modification du couvert végétal par lequel les plantes non comestibles seront remplacées par les plantes comestibles.

14. Dans le domaine de l'environnement, nous n'avons pas oublié qu'en ne protégeant pas le sol, il se détériorera sous nos yeux. C'est la raison pour laquelle nous encourageons le reboisement dans le cadre du programme national EWE BURUNDI URAMBAYE, le traçage des courbes de niveau pour protéger le sol contre l'érosion et retenir l'eau des pluies.

Sachez-le donc, aujourd'hui, l'heure est venue de joindre la parole aux actes dans toutes les Institutions.

C'est pour cette raison que jeudi est le jour de la semaine consacré à l'environnement. Notre souhait est que ce jour soit un jour de travaux communautaires dans le cadre du Programme National de reboisement EWE BURUNDI URAMBAYE ainsi que dans le programme des autres organisations.

15. L'autre chose qui doit faire l'objet de notre préoccupation, c'est la protection et gestion des eaux des sources réparties sur le territoire national. Vous savez très bien qu'aucun cours d'eau n'entre au Burundi en provenance de pays voisins. Nous devons donc faire tout notre possible pour gérer et protéger l'eau de notre pays. Traçons les courbes antiérosives pour que l'eau des pluies ne ruissèle pas directement vers les vallées, mais s'infilte d'abord dans le sol.

Nous ne voudrions plus entendre des gens parler de l'eau de pluie comme d'un problème parce qu'elle détruit nos champs et nos maisons.

C'est pour cette raison que nous encourageons la population à creuser dans tous les ménages des cuves de collecte d'eau de pluie, et de faire en sorte que celle qui ne sera pas conservée s'infilte dans le sol et ne détruit pas les maisons des voisins en aval.

16. Au cours de cette année qui commence, je souhaite que toutes les lacunes des secteurs de la vie nationale soient comblées, et surtout dans le secteur de l'Agriculture.

Lorsque nous verrons tous les Burundais s'adonner à l'Agriculture et toutes les propriétés foncières couvertes d'arbres et des champs sans que l'érosion ne détruise plus nos cultures ;

Lorsque notre sol retrouvera sa fertilité, tandis que les cultures donnent assez de récoltes, que les semences sélectionnés se retrouvent en quantité suffisante, et que les Burundais cultivent toutes les cultures pouvant pousser au Burundi ; alors nous pourrions affirmer que le Burundi a franchi une autre étape et qu'il commence à atteindre une vitesse de croisière en matière de développement.

Chers Compatriotes Burundais,

Chers Amis du Burundi;

17. Vous comprenez que nous faisons de l'Agriculture la fondation, elle nous permettra d'avoir à manger et un surplus à mettre sur le marché. Toutefois, même les autres secteurs ne doivent pas rester en arrière ; il est donc très important que nous soyons rassurés que tous les autres secteurs qui s'occupent de la vie des citoyens se portent bien, car la vie d'un pays est comparable à la vie d'une personne humaine. Aucune partie du corps ne peut être

à l'aise lorsque les autres membres sont malades. C'est pourquoi nous ne voulons qu'aucun secteur ne soit derrière.

18. En commençant par le domaine politique, parlons d'abord de la paix et la sécurité. Il faut toujours un fondement pour toute chose. La sécurité et la paix, c'est le genre de choses indispensables pour la bonne marche de la vie. C'est bon, le calme règne dans tout le pays, on est tranquille. Mais comme les auteurs de troubles ne désarment jamais, nous devons rester vigilants. Chacun est appelé à la vigilance citoyenne partout où il se trouve. Pour cela, nous voudrions inciter les citoyens burundais à participer activement au sein des comités mixtes de sécurité dans le cadre de la quadrilogie composée par des Forces de l'Ordre, l'Administration, la Justice et la Population.

19. Toujours dans ce secteur, nous poursuivrons les séances de formation et d'éducation patriotique pour aider les citoyens à changer de mentalité. Notre objectif est de rendre leur esprit, des Burundais plus avisé afin qu'ils sachent ce qu'ils doivent attendre de leurs dirigeants. Nous leur montrerons comment la politique n'est pas pour les dirigeants un moyen de faire fortune, mais plutôt un moyen idéal de servir les citoyens qui les ont placés en ces postes.

20. Nous avons constaté que les dirigeants politiques ont besoins de ces formations pour renforcer la bonne gouvernance et le leadership. En effet, c'est une évidence que nous avons fait du Burundi un repaire des politiciens cupides voulant s'accaparer des richesses du pays pendant que les citoyens observent impuissants alors qu'ils sont supposés être les véritables propriétaires de ces richesses. C'est cela qui a provoqué la révolte dans le pays, quand celui qui était nommé à un poste politique ne voulait pas voir des gens le gêner en lui demandant de rendre compte ; les conséquences d'une telle situation ont été des tueries sans nom qui ont eu lieu dans ce pays à différentes époques. Nous sommes dans un processus de changement de mentalité qui aboutira à une situation telle que celui qui sert le pays sache que c'est un serviteur des citoyens.

21. C'est dans ce contexte que nous avons pris en main la lutte contre la corruption, l'injustice et les détournements des deniers publics. C'est vrai, changer les habitudes ancrées dans les cœurs des gens n'est pas un combat facile. En effet, certaines personnes résistent même à l'action du Saint Esprit, mais Nous n'allons pas relâcher pour autant, nous persisterons jusqu'à ce que nous parvenions à une vision commune avec ces gens-là.

Le plus important est que les personnes qui se sont rendus coupables de corruption, d'injustice ou de détournements de fonds soient sanctionnées et bannis du collège des dirigeants. C'est ce que nous avons commencé à faire pour ceux qui avaient dépassé les limites.

22. Ce que Nous allons faire dans les meilleurs délais c'est le renforcement de la bonne gouvernance et la lutte contre les injustices pour mettre en œuvre de façon significative la politique de décentralisation. Cela permettra à la population d'accéder facilement à leurs dirigeants et de bénéficier de leurs services sans peine.

Notre souhait, c'est que chaque secteur de la vie nationale décentralise ses services dans les communes afin que chaque Ministère réalise au moins un projet dans chaque commune. Que tous les dirigeants se préparent donc à comprendre qu'ils doivent se rapprocher du peuple qu'ils sont appelés à servir. S'il y a quelqu'un qui ne l'entend pas de cette oreille, il

ferait mieux de démissionner avant qu'il ne déshonore ceux qui l'enverront en mission demain.

23. Nous tous citoyens burundais, nous devons parvenir à une vision commune des réalités du pays et comprendre que le pays est notre patrimoine commun que nous sommes tous appelés à surveiller. Ainsi, un dirigeant qui commet des injustices sera soumis à la justice à son tour.

Cela exige que tous les citoyens participent à la vie nationale, et trouvent des occasions de critiquer ce qui ne marche pas et de suggérer ce qui devrait être fait.

C'est dans ce but que nous avons récemment organisé une Retraite Gouvernementale des Hauts Cadres du pays pour examiner ensemble l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets soumis à la population durant les élections, secteur par secteur.

24. Nous ne pouvons pas oublier le Forum National sur le Développement qui a rassemblé les intellectuels burundais pour qu'à leur tour ils puissent contribuer au développement de leur pays.

Ce Forum qui était organisé pour la première fois dans notre pays nous a montré beaucoup de réalités et nous a laissé beaucoup de leçons. Nous avons remarqué que ce pays a beaucoup d'intellectuels patriotes qui désirent voir un développement durable s'implanter dans ce pays. Les participants à ce Forum ont recommandé que de telles rencontres aient lieu de façon régulière afin d'évaluer l'état d'avancement de la mise en pratique des résolutions du Forum, ce qui leur permettra de faire un examen de conscience et de faire un pas en avant.

25. Au cours de l'année qui s'achève, et dans le souci de bien gérer l'aide au développement, nous avons également organisé une Mini-Table-Ronde des Partenaires au Développement avec les Services nationaux chargé de la coordination des aides, afin d'examiner ensemble comment les aides et les interventions en faveur des Burundais soient coordonnées et harmonisées pour plus d'efficacité et d'impact parmi les citoyens.

Nous faisons tout cela pour que chaque Burundais participe personnellement à la vie du pays et que le patrimoine national bénéficie à tout le monde et non à une poignée de personnes. Au cours de cette rencontre, les Autorités du pays et les Partenaires du pays au développement se sont convenu de faire un Plan d'Action commun, d'évaluer mensuellement leurs interventions avec le Ministère sectoriel et de faire le même exercice avec le Premier Ministre tous les trois mois. Ils ont convenu aussi de faire une évaluation annuelle sur le plan national ; en présence du Chef de l'Etat.

26. Dans le secteur de la justice, nous sommes très préoccupés par la nécessité de trouver des solutions aux plaintes des citoyens.

Nous avons remarqué beaucoup d'incohérences, certaines liées aux épisodes historiques sombres qu'a connus notre pays, d'autres en rapport avec les lois anachroniques, mais également des grognes provoquées par les manquements graves de certains magistrats à leur mission.

Visiblement, l'Institution de la Justice est fondée sur des bases solides ; les lacunes ne s'observant que parmi certains magistrats qui font impunément ce que bon leur semble. Il y a eu révision des principales lois et des articles de lois qui ne répondaient plus aux réalités du moment et la mise en exécution des jugements rendus et ceci redonne l'espoir aux citoyens burundais.

Un autre constat, c'est que beaucoup de litiges au sein de la communauté sont des conflits fonciers au sein des ménages et des familles. Il est impérieux de renforcer les juridictions communautaires de proximité parce que ce sont les habitants de la colline qui connaissent la réalité sur ce genre de conflits et que par conséquent les témoins sont ces mêmes voisins.

Dans un proche avenir, les élections des Conseils des Notables seront organisées et nous vous demandons d'élire réellement les gens intègres.

Une autre chose, c'est que le Procureur Général de la République doit avoir, en plus du Conseil Supérieur de la Magistrature, des experts qui épauleront ce Conseil des Notables pour enquêter, faire triompher la vérité et faire des recommandations pour que la justice prenne des décisions salutaires et durables dans le pays.

Nous nous réjouissons également qu'un Secrétariat Permanent de cette Institution ait été mis en place récemment et que désormais les citoyens qui sont victimes de l'injustice des magistrats viennent d'avoir une instance auprès de laquelle ils peuvent faire recours.

Toutefois, nous demandons à la population de ne pas dépasser la limite et soumettre des mensonges à ce Conseil. En effet, nous avons déjà constaté qu'il y a des Burundais qui ont la mauvaise manière de ne pas accepter le jugement rendu par les tribunaux.

27. Nous avons constaté que la révision de certaines lois peut également aider pas mal de citoyens, et nous avons alors recommandé la mise en exécution des jugements rendus. Dans ce même sens, plus de 2.700 détenus ont été libérés par la grâce présidentielle. Suite aux nouvelles directives que le Gouvernement responsable a tracées, nous suivons de près le comportement des détenus pour analyser les cas de ceux qui affichent un comportement irréprochable et seraient ainsi éligibles à la libération conditionnelle. Nous allons également nous pencher sur les dossiers des personnes qui ne sont pas condamnées pour des crimes de meurtres ou de violences sexuelles afin de leur permettre de comparaître en état de liberté provisoire. C'est pourquoi je demande aux procureurs de les libérer pour qu'ils comparaissent en étant libres.

28. Toujours dans ce même secteur, nous voudrions informer l'opinion publique que nous avons constaté que même le pays est souvent victime d'injustices qui sont classées sans suite.

Il y a des gens qui détournent les biens de l'Etat, qui exproprient des gens de leurs terres et bâtiments, et qui parfois subtilisent les biens de la population et que l'Etat paie les pots cassés à leur place.

Nous demandons aux Procureurs de défendre les intérêts du pays afin que soit sanctionné celui qui a trahi le pays ou qui a été injuste envers le citoyen car la responsabilité est individuelle et le pays ne trahit jamais son peuple. Les biens volés doivent être restitués; c'est le travail qui est en train d'être fait même si les Burundais n'étaient pas habitués à cette pratique.

29. En ce qui concerne la justice transitionnelle, les citoyens apprécient le pas franchi par les commissions de la CVR et du CNTB dans leurs activités. En effet, si l'on considère la gravité des crimes commis dans ce pays, n'importe qui pouvait s'imaginer que la révélation des atrocités commises pourrait inciter les Burundais à replonger dans la violence.

Nous nous réjouissons que tous les Burundais aient compris l'importance de faire éclater la vérité. Plusieurs ont volontairement accepté de témoigner sur leurs agissements du passé ou sur ce qu'ils ont vu.

Nous apprécions le pas déjà franchi par les Burundais, lorsque ceux-là même qui ont commis des crimes se font violence et révèlent les crimes qu'ils ont commis ou dénoncent ce qu'ils ont vu. Je demande à ceux qui hésitent encore de vaincre la peur et de dénoncer ce qu'ils ont vu ou entendu avant ou après 1972. En effet, nous devons avoir la vérité que nous allons léguer à nos enfants afin qu'ils ne retombent pas dans les mêmes erreurs. Je saisis cette occasion pour tranquilliser encore une fois la population burundaise. En effet, à l'état actuel des révélations sur la vérité historique, nous avons constaté que ce n'est pas l'ethnie qui tue, mais plutôt la mauvaise gouvernance des dirigeants. Les Burundais peuvent espérer que personne ne sera puni pour un préjudice commis par d'autres personnes même si ce sont ses parents. De même, il n'y aura plus des sanctions collectives.

30. Dans le secteur des relations internationales et de la coopération au développement, au cours de cette année qui vient de s'écouler, nous avons gagné des amis et renforcé nos relations avec les pays amis.

En plus de cimenter les bonnes relations avec d'autres pays et organisations internationales, nous veillons sur tous les Burundais partout où ils se trouvent. Ce qui fait plaisir et qui est appréciable dans tout cela, c'est que nous avons déjà remarqué que beaucoup parmi eux ont la volonté de travailler pour leur pays. Cela est attesté par le fait de ceux qui ont jeté la casquette de réfugiés pour reconnaître que ce sont des Burundais œuvrant à l'étranger.

31. Dans les relations avec les organisations internationales et régionales, le Burundi est à une étape appréciable même si nous ne sommes pas encore aux conclusions du dialogue entre notre pays et l'Union Européenne. Ce qui nous fait plaisir, c'est que l'analyse du rapport sur l'état des lieux des aides au développement des organisations internationales au Burundi, nous a montré que l'Union Européenne vient en deuxième position après la Banque Mondiale. Cela donne beaucoup d'espoir parce que nos liens restent fortes, en témoigne la convention que nous avons conclue définissant comment désormais nous allons travailler ensemble dans les projets de développement de la population.

Burundais, Burundaises  
Ami du Burundi,

32. Le secteur économique est la colonne vertébrale de la vie du peuple.

Pour pouvoir planifier le développement économique, il est impératif d'examiner les ressources du pays pour qu'elles constituent le capital de base de notre développement. Est-ce le Burundi possède des ressources naturelles ou n'en possède pas? Je ne parle pas de la misère ou de la pauvreté car je considère ce langage comme une insulte pour un pays que Dieu nous a donné après l'avoir doté et comblé de richesses.

La plupart de gens y compris les Burundais disent que le Burundi manque de ressources. La question qui se pose est la suivante : En quoi sommes-nous pauvres ? Quand est-ce que nous avons cherché ce qui nous manque et ne l'avons-nous pas trouvé ?

C'est pourquoi les personnes averties savent que le Burundi n'est pas pauvre, il manque seulement des gens qui se mettent à l'œuvre pour transformer les ressources du Burundi et en tirer des richesses pouvant faire vivre les Burundais.

Je vous rassure, le Burundi n'est pas pauvre du tout : nous avons un sol très fertile, un bel environnement, des minerais et beaucoup d'autres biens que nous pouvons exposer devant le regard admiratif des étrangers.



C'est la paresse qui fait de nous des pauvres car les choses n'arrivent pas toutes seules, on travaille dur pour les provoquer et les faire émerger.

La question qui suit est : est-ce que les Burundais sont capables de travailler ? Si oui, qu'est-ce qui manque ?

Ma réponse est absolument oui. Nous en sommes capables car nous sommes en bonne santé, nous avons l'intelligence et l'esprit de coopération, nous pouvons combiner nos efforts. Ce qui reste c'est de nous mettre au travail.

Le Leadership politique du pays est en train de tout mettre en œuvre en collaboration avec les amis du Burundi pour renforcer les capacités techniques des citoyens burundais.

C'est notamment la construction des routes, l'électrification, la construction des établissements de santé et la construction des écoles. En grande partie, nous réalisons ce genre de projets grâce aux crédits contractés ou des dons des amis.

S'agissant de la population burundaise, il est évident qu'aujourd'hui les Burundais travaillent et mangent à leur faim sans devoir s'approvisionner dans d'autres pays.

Les opérateurs économiques peuvent avoir des routes pour le transport de leurs marchandises même s'il y a encore des lacunes liées à la vétusté des routes et au fait que certaines d'entre elles ne sont pas asphaltées.

La majorité de la population ont des maisons décentes comme nous le montre le rapport de l'Istebu qui atteste que les maisons couvertes de paille ont sensiblement diminué. En effet, entre 2013 et 2014, les chiffres étaient de 23,2%; entre 2019-2020, les maisons non couvertes de pailles représentent 87%.

Vous comprenez que, au Burundi, l'habitat s'améliore du jour au lendemain; c'est un bon signe en matière de développement car personne ne peut se payer le luxe d'acheter des tôles s'il n'a pas mangé la veille.

Un autre signe d'espoir c'est le nombre croissant de personnes qui sont en chantiers: quand j'observe ici et là, je vois que beaucoup de gens sont en train de construire leurs maisons, ce qui explique la pénurie du ciment dans le pays.

33. Certes, les lacunes à combler restent nombreuses; et pour les combler, nous devons alimenter la caisse de l'Etat pour qu'à son tour elle réponde à nos besoins.

Les fonctionnaires de l'Etat ne comprennent pas ce que c'est travailler pour le pays; au lieu de se mettre au service de la population, ils sont injustes envers eux, leur demande des pots-de-vin et cherchent même à s'approprier les richesses du pays.

Ces mêmes personnes, au lieu de se plaindre que la production a diminué, ils se plaignent que le salaire est bas, oubliant que l'ouvrier doit mériter son salaire.

Mis à part les fonctionnaires, les hommes d'affaires n'ont pas encore compris que ce sont les impôts et taxes qui contribuent à l'édification du pays. S'ils savaient cela, ils ne se batteraient pas pour gagner les marchés publics exonérés alors qu'ils ne font rien pour augmenter la production, et vendre sur le marché.

Si donc nous voulons que le Burundi soit riche, tout Burundais est appelé à être entrepreneur-investisseur. Nous n'avons pas le droit de gaspiller nos ressources; une fois les moyens disponibles, qu'ils soient utilisés pour en générer d'autres, afin que les emplois soient créés en abondance.

Normalement, lorsqu'un entrepreneur-investisseur gagne de l'argent, il devrait exercer des activités économiques de production et vendre ses produits à l'étranger s'il le veut, puis payer des impôts et taxes pour que le pays ait des fonds pour réaliser les projets d'intérêt général pour la population.

34. Nous encourageons les contribuables et les employés de l'Office Burundais des Recettes (OBR) et nous les félicitons pour le bon travail qu'ils font afin que la production augmente sans cesse. En effet, il est clair que les chiffres montent constamment. Au cours de l'année qui s'achève, l'OBR a collecté un montant de 1.155.183.039.527 depuis le mois de janvier jusqu'au 14/12/2021.

Nos grands-pères disaient: « Pour quiconque n'arrête pas de faire des bêtises, le pire est à venir ». Nous continuons à inviter les Burundais à changer de mentalité, à cesser de rechercher des facilités pour vivre de la sueur de leur front, et à arrêter de profiter et de s'approprier indûment des biens d'autrui.

Vous devez savoir que le Gouvernement ne tolérera jamais ce petit groupe de gens qui veulent étouffer les Burundais.

35. Nous rappelons en général à la population de sortir du piège de l'oisiveté. Il faut qu'ils apprennent à travailler ensemble dans des coopératives.

Nous nous félicitons de l'étape où ils en sont dans le travail en coopératives car il n'y a pas de colline qui n'a pas de coopérative. Nous sommes également satisfaits par la décision que les citoyens burundais ont eux-mêmes prise de mettre en commun leurs propriétés foncières pour augmenter la production et faciliter la tâche aux moniteurs agricoles qui leur enseignent les techniques agricoles modernes.

Nous apprécions aussi le fait que parmi les 78480 réfugiés qui sont rentrés au pays cette année, la plupart d'entre eux ont adhéré à ce projet de coopérative, ils en sont membres aujourd'hui. Nous profitons de cette occasion pour rappeler aux réfugiés burundais qui ne sont pas encore retournés au pays natal qu'il faut se ressaisir et venir œuvrer pour le développement leur mère patrie.

Chers Compatriotes Burundais,  
Chers Amis du Burundi;

36. Vous venez de comprendre que notre capital n'est pas négligeable et vous savez maintenant ce qui nous manque.

C'est pourquoi au début de ce nouvel an consacré à l'agriculture, nous voudrions vous prodiguer quelques conseils qui vous permettront d'atteindre les objectifs de développement, et ainsi parvenir aux résultats que vous attendez comme communauté car chacun doit contribuer personnellement aux objectifs communs :

❖ Avant toute autre chose, nous devons veiller à sauvegarder la paix et la sécurité tout en restant au travail, agissant de ensemble pour la paix dans le cadre des équipes de sécurité à quatre composantes formées de l'Administration, les Forces de défenses et de sécurité, les gens de la justice et la population.

❖ J'appelle les Burundais à savoir où ils en sont; au premier jour de cette année consacré à l'agriculture et élevage ; chacun doit tracer un chemin qui mène à son objectif et le suivre avec rigueur.

Nous demandons à chaque Burundais, grand ou petit, fonctionnaires de l'Etat ou Acteur privé, de faire tout ce qui est en son pouvoir pour cultiver son propre champ. Que chacun se dise au moins ceci : « Je consommerai des récoltes provenant de mes propres champs ».

Dans ce même programme, chaque Burundais doit s'approprier le programme national de l'environnement. Dans les villes, j'appelle les citoyens à creuser des puits qui favorisent l'infiltration de l'eau pour protéger les voisins et à planter des arbres dans leurs ménages particulièrement des arbres fruitiers.

Notre souhait est de que, à partir de cette année, l'on plante au moins un millions d'arbres dans chaque commune et au moins cent arbres dans chaque ménage ou famille.

En plus de cela, Nous demandons aux moniteurs agricoles collinaires de faire tout leur possible pour faire tracer les courbes de niveau afin qu'aucune goutte d'eau qui arrive dans la vallée sans d'abord s'infiltrer dans le sol.

❖ Dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage, nous connaissons les besoins; c'est surtout les semences sélectionnées et les fertilisants.

Ensemble avec l'ISABU, nous allons examiner les voies et moyens de multiplier les semences sélectionnées et des fertilisants car, en ces jours où tous les Burundais se sont mis à cultiver la terre, nous savons que les fertilisants peuvent manquer.

❖ Les éleveurs qui hésitent encore à cause de la mesure de stabulation permanente que le Gouvernement a prise, qu'ils soient sans crainte car ils jubileront lorsqu'ils verront les résultats qu'ils atteindront en un peu de temps en termes de production ; en effet, leur crainte se comprend par le fait que le changement fait généralement peur.

Nous allons augmenter le cheptel national surtout en important des animaux domestiques qui ont un sang neuf et en les multipliant, afin de combattre la faible production dû à la consanguinité.

❖ Nous exhortons les Leaders politiques à prendre le devant dans la lutte contre la pauvreté, qu'ils prêchent par exemple en mobilisant les citoyens sous leur charge car « Nul ne peut donner ce qu'il n'a pas ». Qu'ils rappellent sans cesse à leurs concitoyens que les prêts qu'ils ont demandés dans les micro-finances, l'argent que le Gouvernement a donné aux coopératives constituent des capitaux remboursables, afin que tous les citoyens puissent être touchés et en bénéficier. Ainsi, s'ils surprennent quelqu'un voulant gaspiller cet argent ou le détourner, ils l'en empêcheront.

❖ Nous voudrions encore une fois lancer un appel à l'endroit des réfugiés burundais qui ont encore des doutes, nous les encourageons à rentrer au pays. Nous les invitons à se rappeler de l'adage de nos ancêtres « L'oiseau s'envole mais n'oublie jamais son nid ».

❖ Comme Burundais, nous prenons la résolution de travailler ensemble dans l'unité. Nous allons désormais le mettre en pratique. Le Trésor Public est unique et nous devons tous l'alimenter sans exception.

Nous devons donc rendre public l'argent que tous les secteurs auront collecté pour le Trésor Public, et ces secteurs doivent prévoir un budget annuel écrit.

Toutes les recettes annuelles de l'Etat doivent être connues et la manière dont elles sont dépensées doit être communiqué au public car c'est l'argent du pays.

Pour augmenter les recettes de l'Etat, Nous demandons à tout Fonctionnaire de servir d'exemple dans la production suivant les attributions relevant de son poste d'attache. Il est demandé à nous tous les Burundais de travailler dur pour parvenir au bien-être individuel dans la dignité car seul le travail anoblie l'homme.

Il nous est tous demandé de former un front indestructible pour combattre la corruption, surveiller les biens publics comme si c'était les nôtres, et pour lutter contre la fraude et le commerce illégal.

C'est cela qui va qui nous aidera à collecter les fonds nécessaires pour réaliser nos projets de développement communautaires.

❖ Nous lançons un appel à ceux qui ont étudiés les technologies agroalimentaires à intensifier leurs recherches pour trouver le moyen de transformer et de conserver les aliments produits de l'agriculture pour que rien ne soit jeté ni ne pourrisse.

Je demande aux entrepreneurs-investisseurs d'investir dans le secteur de transformation des produits d'agriculture et d'élevage, afin que le monde entier savoure le made-in-Burundi.

❖ Je demande également aux intellectuels Burundais de sortir de l'obscurité et de se mettre au grand jour, de commencer à travailler pour le pays, à se donner corps et âme et rompre avec l'esprit mercenariat.

C'est le moment de sortir du piège historique et de le tourner à notre avantage, que chacun fasse ce qui est en son pouvoir, afin de cheminer ensemble en suivant l'objectif primordial de développer le pays: « Nous attendons de chacun qu'il apporte son expertise, et que chacun gagne ou reçoive son salaire selon le résultat de son travail, "sans production pas de rémunération".

Chers Compatriotes Burundais,  
Chers Amis du Burundi;

37. Nous ne saurions terminer ce discours sans remercier les forces de défense et de sécurité pour le dévouement, la détermination et le savoir-faire dont ils font preuve dans leur tâche de protéger les enfants du Burundi afin qu'ils jouissent pleinement de leur liberté et souveraineté et qu'ils vaquent à leur activités quotidiennes sans crainte aucune, calmement et sereinement. Nous exprimons également notre gratitude pour l'excellence et l'assiduité des Membres du Gouvernement du Burundi.

38. Nous voudrions exprimer notre gratitude envers les pays et les organisations internationales qui nous soutiennent dans le développement des divers secteurs de la vie nationale.

Nous remercions également les organisations locales et les citoyens qui n'ont pas oublié la bonne tradition burundaise de l'entraide mutuelle et de solidarité durant les moments difficiles et qui ont volé au secours des victimes de différentes catastrophes, chacun selon les capacités.

39. Nous remercions aussi les journalistes pour l'excellent travail accompli au cours de l'année qui vient de s'écouler. En effet, pendant cette année, ils ont été les yeux, les oreilles et la bouche des citoyens en diffusant des informations constructives, qui aident les citoyens burundais dans leur développement, et des informations qui font un clin d'oeil aux autorités gouvernementales et administratives pour intervenir en faveur de la population.

Chers Compatriotes Burundais,  
Chers Amis du Burundi;

40. Avant de conclure, je voudrais vous informer que la clé d'un avenir meilleur se trouve entre nos mains, c'est l'agriculture; c'est la transformation des ressources que Dieu nous a données, c'est profiter des bonnes conditions climatiques et de l'environnement du Burundi. Si nous suivons les conseils que nous prodiguent les Autorités Administratives et les Experts nationaux, nous aurons préparé un avenir meilleur pour nous-mêmes et pour nos enfants et ainsi la prospérité sera une réalité au Burundi car le capital, Dieu nous l'a déjà donné.

41. Soyez heureux, partagez avec les autres ce que vous avez prévu pour cette fête du nouvel an, mais ne gaspillez pas.

En effet, vous le savez bien, « Un tien vaut mieux que deux tu l'auras ».

Réjouissez-vous, mais n'oubliez pas de veiller à la sécurité de votre localité car l'ennemi peut tromper notre vigilance et perturber notre joie.

42. Nous terminons en réitérant nos vœux Nouvel An à tous les Burundais, partout où ils se trouvent, leur souhaitant une bonne année de l'agriculture dans notre pays.

Que cette année soit pour vous une année de paix, de bonne santé et de bénédictions.

Vive l'agriculture dans notre pays  
Dieu Tout Puissant vous bénisse  
Je vous remercie !